



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT
DES
CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS
SUR LE
TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT



1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Téléphone : (202) 458-2980

Fax : (202) 522-1618

Washington, 14 octobre 2017

1. Le Comité du développement s'est réuni aujourd'hui, 14 octobre, à Washington.
2. La croissance mondiale s'est améliorée durant l'année écoulée, avec la relance de l'investissement et des échanges et le redressement des prix des matières premières, ainsi qu'une conjoncture financière mondiale favorable. Pour autant, les risques d'assombrissement des perspectives mondiales demeurent prépondérants et les perspectives de croissance varient considérablement d'un pays à l'autre. Certes des progrès encourageants ont été enregistrés dans la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale, mais des taux élevés d'inégalités persistent au sein des pays et entre eux, et des poches de pauvreté subsistent obstinément. Des défis complexes et interdépendants mettent également en péril les importants acquis réalisés ces dernières décennies dans une économie mondiale de plus en plus interconnectée.
3. L'ampleur des risques qui planent sur le développement aujourd'hui et l'urgence qu'ils représentent appellent à agir de manière coordonnée aux niveaux national et mondial pour obtenir, sur le plan du développement, des résultats efficaces et durables qui profitent à tous. Le Groupe de la Banque mondiale est un leader efficace et responsable sur l'échiquier mondial du développement, et nous reconnaissons qu'il présente un solide bilan en ce qui concerne le soutien des ambitions de développement à long terme des pays. Doté d'un personnel compétent, il est bien placé pour mobiliser et déployer des financements publics et privés afin de servir tous les clients en ayant recours à toute une gamme de produits financiers, de produits de gestion des risques, de services de conseil et de produits du savoir. Il a également les moyens de mobiliser des partenaires aux niveaux mondial, régional et national. Ces éléments en font une institution singulière au sein de la communauté du développement.
4. Les récentes pertes en vies humaines et les chocs économiques causés par les catastrophes naturelles, la famine, les conflits et les déplacements de populations démontrent que les acquis économiques et sociaux obtenus de haute lutte peuvent être anéantis facilement. La nécessité d'assainir les finances publiques pose également des défis dans de nombreuses économies, en particulier dans les pays très endettés. Nous appelons le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à rester vigilants face au risque de surendettement dans un contexte marqué par des difficultés cycliques et structurelles auxquelles sont confrontés de nombreux pays en développement, notamment en renforçant le soutien à l'investissement privé en Afrique. L'aide soutenue de ces deux institutions est cruciale pour étayer les efforts déployés par les pays en vue de réaliser une croissance durable et inclusive, d'améliorer le capital humain et de renforcer la résilience.
5. Pour promouvoir une croissance durable et solidaire, nous préconisons une coordination et un partenariat accrus entre les banques multilatérales de développement (BMD) et d'autres institutions financières internationales (IFI) afin d'aider à mobiliser les financements requis pour créer des emplois et promouvoir des économies en bonne santé. Nous nous félicitons des initiatives prises par le Groupe de la Banque mondiale pour maximiser les financements à l'appui du développement, notamment en ayant recours à

l'approche dite « Cascade », qui vise à assurer la complémentarité entre les investissements publics et privés. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à aider les pays à optimiser les ressources qu'ils consacrent au développement en adoptant les bonnes formules pour mettre à contribution les solutions du secteur privé afin de réaliser les deux objectifs de l'institution et les Objectifs de développement durable (ODD).

6. Pour améliorer le capital humain, nous encourageons des approches systématiques de la santé, de la nutrition, de l'éducation et de la protection sociale qui jettent les bases d'un développement à long terme. Plus particulièrement, nous nous félicitons du *Rapport sur le développement dans le monde* ayant pour thème « *Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation* ». L'amélioration des résultats de l'apprentissage pour tous constitue une stratégie pragmatique importante pour éliminer la pauvreté et partager la prospérité. C'est aussi un impératif moral. Lorsque des enfants vont l'école sans acquérir ne serait-ce que les aptitudes les plus élémentaires nécessaires à la vie quotidienne, ce n'est pas seulement une perte d'opportunité, c'est aussi une grave injustice. Nous prions instamment le Groupe de la Banque mondiale de travailler avec les clients à la conception et à l'adaptation des politiques qui, au fil du temps, peuvent les aider à stimuler l'apprentissage et à préparer leurs citoyens aux évolutions technologiques qui transformeront les marchés du travail.
7. La réduction des écarts entre les sexes par la promotion de l'accès des femmes à la propriété, aux services financiers et à un travail décent est une mesure essentielle à la réalisation des ODD. Nous accueillons favorablement la création par le Groupe de la Banque mondiale de l'Initiative pour le financement des femmes entrepreneurs, qui devrait permettre de mobiliser plus d'un milliard de dollars pour aider à débrider le potentiel des femmes qui entreprennent. Nous nous félicitons en outre de la mise sur pied au sein du Conseil des Administrateurs du Groupe de travail sur la parité hommes-femmes et demandons qu'un point soit fait sur ses progrès d'ici les Réunions de printemps de 2018.
8. Pour renforcer la résilience, nous recommandons vivement un investissement soutenu dans des politiques et des programmes qui favorisent la diversification économique et réduisent les effets néfastes des problèmes épineux et durables qui se posent au développement. Les chocs macroéconomiques résultant de crises telles que les conflits, les pandémies, les catastrophes naturelles et les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent contraindre des populations au déplacement et engendrer des coûts élevés sous forme de pertes de vies humaines, de moyens de subsistance, d'infrastructures et de cohésion sociale. Qui plus est, les chocs cycliques exercent une pression sur les systèmes financiers vulnérables. Nous appelons le Groupe de la Banque mondiale et le FMI à continuer de travailler avec les pays au renforcement de la mobilisation des ressources intérieures, à la réduction des flux financiers illicites, à la création d'instruments de prévention et de préparation aux crises et catastrophes, et à l'assurance de la résilience économique et sociale en cas de crise et de catastrophe.
9. Nous soulignons la nécessité d'agir pour relever les défis qui menacent tous les pays, notamment le changement climatique, les migrations et déplacements forcés, la santé mondiale, ainsi que la triple problématique fragilité, conflits et violence (FCV). Nous saluons la mise en place des plateformes telles que le Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes aux Caraïbes, le Mécanisme mondial de financement concessionnel et le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie, qui témoignent du rôle de premier plan que joue le Groupe de la Banque mondiale en aidant les pays à appliquer des solutions aux niveaux national, régional et mondial. Nous prenons note de l'ambition affichée dans le Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale. Nous reconnaissons que les petits États sont exposés de manière disproportionnée aux risques liés aux catastrophes et notons l'importance de toujours faciliter leur accès aux financements.

10. Nous nous félicitons du démarrage du cycle d'IDA-18, du niveau record de la reconstitution des ressources de l'IDA pour ce cycle, soit 75 milliards de dollars, de son nouveau modèle financier et de sa note Triple A, ainsi que de l'accent mis, pour ce nouveau cycle, sur les emplois et la transformation économique, la parité hommes-femmes, le changement climatique, la gouvernance, et les situations de fragilité, de conflit et violence. Nous nous réjouissons à la perspective d'une mise en œuvre satisfaisante, à commencer par la contribution que l'augmentation des ressources financières et humaines apportera dans les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence. Nous saluons tout particulièrement le recentrage de l'action de l'institution sur la facilitation des investissements du secteur privé pour stimuler la croissance au profit des plus démunis et des plus vulnérables. À cet égard, nous reconnaissons l'importance du Guichet de promotion du secteur privé de l'IFC et de la MIGA établi dans le cadre d'IDA-18 pour mobiliser l'investissement privé et créer des marchés dans les environnements les plus difficiles.
11. Nous trouvons encourageant le point fait sur la mise en œuvre de la stratégie du Groupe de la Banque mondiale baptisée *Vision d'avenir* (Forward Look) et reconnaissons l'importance des services fournis par l'institution à toutes les catégories de clients. Nous notons par ailleurs que les ressources devraient être déployées stratégiquement de manière à répondre aux besoins du monde et des clients et ciblées sur les régions qui ont le plus besoin de financements et ont le moins accès aux capitaux, en proposant à l'ensemble des clients des commodités taillées sur mesure. Nous soutenons les initiatives visant à optimiser la simplification opérationnelle et administrative sans compromettre la qualité de l'appui opérationnel et analytique du Groupe de la Banque mondiale. Nous attendons du Groupe de la Banque mondiale qu'il cherche sans cesse à s'améliorer à travers des initiatives comme la mise en œuvre du Cadre environnemental et social, le programme pour une Banque souple ainsi que l'Examen du système de rémunération. Il est également indispensable d'accroître l'efficacité sur le plan des coûts et des résultats afin de promouvoir les objectifs de l'institution, à savoir réduire la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée d'une manière durable. Nous attendons avec grand intérêt un nouveau point lors des Réunions de printemps de 2018, notamment sur les objectifs de résultats permettant de mesurer les progrès accomplis.
12. Nous nous félicitons du rapport d'étape présenté aux Gouverneurs sur l'Examen de la répartition du capital. Nous approuvons le travail en cours sur l'examen plus approfondi des formules envisageables et appelons le Conseil à mener à bien ces discussions d'ici les Réunions de printemps de 2018.
13. Nous rappelons la grande ambition affichée dans la *Vision d'avenir* et avons conscience des attentes à l'égard du Groupe de la Banque mondiale. Nous prions le Conseil et la direction d'examiner toutes les options possibles pour améliorer l'assise financière du Groupe de la Banque mondiale et d'élaborer un train de mesures, dont le recours aux leviers internes et les augmentations générales et sélectives de capital, à soumettre à l'examen des Gouverneurs, en vue d'une décision lors des Réunions de printemps de 2018.
14. La date de la prochaine réunion du Comité du développement est fixée au 21 avril 2018.